



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GÉNÉRALE
E/CN.14/701
E/CN.14/ECO/152
4 décembre 1978
Original: FRANÇAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatorzième session/
Cinquième réunion de la Conférence
des ministres

Rabat, 20-28 mars 1979

DOCUMENT DE CONFÉRENCE

Point 9 de l'ordre du jour



**NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD DE COOPERATION
ENTRE LES ETATS ACP ET LA COMMUNAUTE ECONO-
MIQUE EUROPEENNE**

Distr. ~~WIDE~~
LIMITEE
E/CN.14/ECO/152
29 août 1978

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité exécutif

Dix-neuvième session

Arusha, 23-25 octobre 1978

NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES ETATS ACP ET LA COMMUNAUTE ECONO- MIQUE EUROPEENNE

Introduction

1. Signée le 28 février 1975 pour une période de cinq ans, la Convention ACP-CEE de Lomé est entrée en vigueur le 1er avril 1976. Aux 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), membres originaires de la Convention, se sont ajoutés depuis la ratification sept nouveaux Etats ACP, ce qui porte actuellement à 62 le nombre des partenaires, dont les 9 Etats membres de la Communauté économique européenne et 53 Etats ACP, parmi lesquels 42 Etats africains, 6 Etats des Caraïbes et 5 Etats du Pacifique (voir annexe).
2. Il est prévu que dix-huit mois avant l'expiration de la Convention, à savoir le 1er mars 1980, les parties contractantes entameront des négociations en vue d'examiner les dispositions qui régiront ultérieurement leurs relations.
3. Ces négociations ont été officiellement ouvertes par une réunion ministérielle ACP-CEE qui s'est tenue à Bruxelles le 24 juillet 1978.
4. Le présent rapport a pour objet de faire le point des positions préliminaires respectives des Etats ACP et de la Communauté en vue de la négociation d'un nouvel accord qui pourrait faire suite à la Convention de Lomé. Pour cela, il paraît utile tout d'abord de passer en revue les résultats des deux premières années d'application de la Convention dans les principaux domaines de la coopération : coopération industrielle, coopération financière et technique, coopération commerciale et stabilisation des recettes d'exportation. On présente ensuite quelques observations concernant les propositions préliminaires des Etats ACP.

I. EXAMEN DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION DE LOME

A. Coopération industrielle

5. Aux termes de la Convention, la Communauté et les Etats ACP conviennent de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réaliser une coopération industrielle effective.

6. Dans les faits, il apparaît que, si certaines bases de cette coopération ont été jetées, la coopération industrielle d'un type nouveau que prévoyait la Convention n'a pas réellement commencé. En effet, de longs mois ont été nécessaires pour la mise en place des organes prévus dans la Convention : le Comité de coopération industrielle et le Centre pour le développement industriel.

7. A l'issue d'une année d'activité, le Centre pour le développement industriel aurait contribué seulement, suivant les informations disponibles, à la réalisation de 24 projets d'implantations industrielles dans l'ensemble des pays ACP pour des investissements d'un montant de 500 millions d'UCE ^{1/} environ.

8. De toute évidence, les dispositions relatives à la coopération industrielle n'ont pas eu et ne sont pas susceptibles d'avoir d'effets réels sur l'industrialisation de la grande majorité des pays ACP, dans la mesure où elles ne comportent pas de mesures concrètes concernant notamment le traitement des matières premières sur place, le transfert des techniques, leur adaptation aux conditions et besoins spécifiques de ces pays. Près de 95 p. 100 des produits industriels ACP sont déjà admis dans la Communauté en exemption des droits de douane au titre de la clause de la nation la plus favorisée ou au titre du système généralisé de préférences. Mais le bas niveau actuel des exportations de produits manufacturés en provenance des pays ACP ne permet guère à ces pays de tirer avantage de ces facilités. En outre, la nature très restrictive des règles d'origine en ce qui concerne la valeur ajoutée limite dès le départ les possibilités même de développement industriel des Etats ACP dans le cadre de la Convention. Enfin, même dans les domaines comme, par exemple, les industries textiles où l'on pourrait envisager des possibilités d'exportation de produits industriels avec exemption des droits de douane dans le cadre de la Convention, les pays ACP se heurtent à des obstacles non tarifaires ou à des demandes de limitation volontaire des exportations.

B. Coopération financière et technique

9. La coopération financière et technique porte sur la réalisation des projets et des programmes d'action qui doivent contribuer essentiellement au développement économique et social des Etats ACP. La Communauté s'était engagée à consacrer à cette coopération, et pour toute la durée de la Convention, un montant global de 3,39 milliards d'UCE, dont 375 millions d'UCE destinés aux transferts pour la stabilisation des recettes d'exportation.

^{1/} UCE = unité de compte européenne.

10. A la fin de décembre 1977, soit en deux ans d'exercice, les aides de la Communauté, y compris les transferts dans le cadre du Stabex, ont représenté seulement 36 p. 100 du montant global indiqué ci-dessus, soit près de 446 millions d'UCE au titre de l'exercice 1976 et de 775 millions d'UCE au titre de l'exercice 1977.

11. Outre les insuffisances du volume et de la qualité de l'aide, de nombreux retards dus à des procédures administratives ont été enregistrés dans la mise en oeuvre des projets. Il faut ajouter que la méthode consistant à fixer pour toute la durée de la Convention le montant global des ressources limite sérieusement la portée du concours financier que la Communauté apporte à la réalisation des objectifs et priorités définis par les Etats ACP dans le cadre de leurs plans et programmes de développement économique et social. Cette méthode ne tient pas compte en particulier du coût réel des projets ou programmes d'actions et des effets de l'inflation mondiale.

C. Coopération commerciale

12. L'objectif de la Convention dans le domaine de la coopération commerciale est de promouvoir les échanges entre les parties contractantes, en tenant compte de leurs niveaux de développement respectifs. Il est prévu de tenir compte en particulier de la nécessité d'assurer des avantages supplémentaires aux échanges commerciaux des Etats ACP en vue d'accélérer le rythme de croissance de leur commerce et d'améliorer les conditions d'accès de leurs produits au marché de la Communauté économique européenne, de façon à assurer un meilleur équilibre dans les échanges commerciaux des parties contractantes.

13. Cependant, l'évolution des échanges est caractérisée essentiellement par des tendances inverses des importations en provenance des Etats ACP et des exportations à destination de ces Etats.

14. Entre 1974 et 1976, on observe en effet une diminution de la part des pays ACP dans les importations de la Communauté en provenance de l'ensemble des pays en développement. De 17,1 p. 100 en 1974, cette part est tombée à 15,8 p. 100 en 1975 et à 15 p. 100 en 1976. En valeur, les importations en provenance des Etats ACP, qui étaient de 10,5 milliards d'UCE en 1974, sont passées à 8,7 milliards d'UCE en 1975 pour remonter en 1976 au même niveau qu'en 1974.

15. En revanche, au cours de la même période, les exportations de la Communauté vers l'ensemble des pays en développement indiquent une augmentation continue de la part de ces exportations à destination des Etats ACP. Celle-ci est passée de 17,2 p. 100 en 1974 à 18,3 p. 100 en 1975, puis à 19,3 p. 100 en 1976. Une telle progression correspond à une hausse des exportations en valeur de 6,1 milliards d'UCE en 1974 à 9,8 milliards d'UCE en 1976 contre 8,1 milliards d'UCE en 1975.

16. Il apparaît donc clairement que, sur le plan de la coopération commerciale, les préférences tarifaires n'ont pas eu pour effet d'accroître plus rapidement les importations de la Communauté en provenance des Etats ACP de manière à ralentir la diminution de leur part relative sur le marché de la Communauté.

En fait, l'extension du traitement préférentiel en faveur d'autres pays a eu pour conséquence une érosion permanente des marges tarifaires dont bénéficient les Etats ACP ^{1/}. Par contre, l'importance relative des exportations communautaires vers les Etats ACP n'a cessé d'augmenter, malgré l'abandon des préférences inverses.

D. Système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX)

17. Dans le but de remédier aux effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation, la Convention de Lomé a institué un système visant à garantir la stabilisation des recettes provenant de l'exportation par les Etats ACP vers la Communauté de certains produits dont leurs économies dépendent et qui sont affectés par des fluctuations de prix et/ou de quantités.

18. Les transferts financiers effectués au titre de l'exercice 1975 ont représenté un montant total de 72,8 millions d'UCE sur un montant global annuel de 75 millions d'UCE prévu par la Convention.

19. Ces transferts ont été accordés à 18 pays et portaient sur 9 catégories de produits.

20. Pour l'exercice 1976, les crédits ont atteint une somme globale de 37,2 millions d'UCE, soit un peu plus de la moitié des transferts au titre de l'exercice 1975. Treize pays ACP en ont bénéficié et le nombre des produits de base concernés s'élevait à 14.

21. Le nombre limité des produits couverts et l'existence de seuils complexes d'admissibilité constituent une des faiblesses caractéristiques du système de stabilisation des recettes d'exportation. En outre, le mécanisme ne permet pas de compenser les effets de l'inflation mondiale sur les fluctuations de la valeur nominale des recettes d'exportation.

22. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le point de savoir si certaines dispositions du Stabex n'établissent pas en fait une garantie d'approvisionnement en faveur de la Communauté pour l'importation des matières premières. En effet, sauf dans certains cas particuliers, les seules recettes d'exportation bénéficiant du système sont celles qui proviennent des exportations par les Etats ACP à destination de la Communauté des produits visés par le système. D'autre part, une demande de transfert financier n'est pas recevable si l'examen de cette demande fait apparaître que la baisse des recettes provenant de l'exportation des produits en question vers la Communauté est la conséquence d'une politique commerciale de l'Etat intéressé affectant particulièrement les exportations vers la Communauté dans un sens défavorable.

^{1/} Voir CEA, Incidences possibles des négociations commerciales multilatérales sur les échanges préférentiels entre les pays africains et la Communauté économique européenne (ECA/MTN/6), décembre 1977.

23. Les deux conditions rappelées ci-dessus semblent avoir pour effet d'encourager fortement les Etats ACP à orienter de façon importante, sinon quasi-exclusive dans certains cas, leurs exportations vers la Communauté afin de ne pas perdre les avantages résultant du système de stabilisation des recettes d'exportation.

II. POSITIONS PRELIMINAIRES EN VUE DE LA NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD

24. Les Etats ACP et la Communauté, respectivement, ont élaboré des documents sur leurs positions préliminaires en vue de la négociation d'un nouvel accord destiné à remplacer la Convention de Lomé 1/.

25. D'autre part, lors de la réunion ministérielle d'ouverture solennelle des négociations tenue à Bruxelles le 24 juillet 1978, deux déclarations importantes ont été faites, l'une par le Président du Conseil des Communautés européennes, l'autre par le Président du Conseil des ministres ACP. Ces déclarations constituaient en quelque sorte une synthèse des positions préliminaires respectives des deux parties en cause.

A. Propositions de la Communauté

26. Pour la Communauté, les négociations ont pour but, non pas de modifier le fond de la Convention de Lomé et d'innover, mais d'adapter et d'améliorer certains points de détail. De ce fait, la Communauté considère que la nouvelle convention devrait constituer un accord global, analogue dans son esprit et ses caractéristiques fondamentales à la Convention de Lomé. Les nouvelles négociations devraient donc, en règle générale, viser, selon la Communauté, à consolider les dispositions de l'actuelle Convention en tenant compte de l'expérience tirée de son application et de l'évolution de la situation économique internationale.

27. La Communauté entend néanmoins se réserver la possibilité de proposer certaines adaptations qu'elle estime essentielles.

1/ Groupe des Etats ACP

- Draft Memorandum on renegotiation, [ACP/64/78 (Amb. Reneg.)] Rev. 4, Brussels, 1st March 1978;
- Projet de rapport provisoire sur la renégociation d'un accord qui pourrait faire suite à la Convention de Lomé [ACP/335/78 (Secr. Reneg.)] Rev. 1, Bruxelles, 15 juillet 1978.

Communauté européenne

- Projet de mandat de négociation de la Commission européenne adopté par les ministres des affaires étrangères à leur session des 26 et 27 juin 1978 à Luxembourg.
- Directives de négociation du Conseil de la CEE.

28. Parmi les principes directeurs de la nouvelle convention, la Communauté proposerait l'insertion dans le préambule d'une référence précise et explicite à l'obligation pour les signataires de respecter les droits de l'homme les plus fondamentaux.

29. La Communauté pourrait, d'autre part, préciser dans une déclaration unilatérale formelle annexée aux accords qu'elle se réserve le droit d'exprimer publiquement sa condamnation des violations d'un principe ou objectif de la convention.

30. Sur le plan de la coopération industrielle, la Communauté insisterait sur la nécessité de prévoir des dispositions relatives à l'encouragement et à la protection des investissements européens dans les Etats ACP. Le fondement de cette proposition peut être trouvé dans la conclusion suivante du rapport de la Commission exécutive au Conseil des ministres de la CEE sur la nécessité d'actions communautaires d'encouragement des investissements européens dans les pays en développement :

"Le climat d'incertitude et d'insécurité qui prévaut actuellement en ce qui concerne les investissements européens dans de nombreux pays en développement porte préjudice au développement économique et à l'amélioration du pouvoir d'achat de ces derniers. Il réduit, de ce fait, les possibilités d'exportation de biens d'investissements de la Communauté. Cette évolution est de nature à nuire aux économies des pays en développement comme à celles des pays industrialisés. En outre, dans le domaine minier, la chute des investissements miniers européens dans les pays en développement menace à terme l'approvisionnement en matières premières de la Communauté.

La recherche de solutions à ce problème au niveau mondial n'a jusqu'à présent apporté que des résultats décevants, et rien ne semble indiquer que cet état de choses puisse être modifié dans le proche avenir.

Par rapport aux approches purement nationales qui apparaissent, dans la plupart des cas, trop fragmentaires, une approche communautaire permettrait d'utiliser le poids économique de la Communauté et les relations privilégiées dont elle jouit avec de nombreux pays en développement pour parvenir à des solutions réalistes et équilibrées" 1/.

31. La Communauté estime également qu'il conviendrait de prévoir que le mécanisme actuel de consultation en matière de coopération industrielle puisse aussi s'appliquer à l'amélioration et à l'actualisation des informations dont disposent les deux parties sur l'évolution et les perspectives tant du marché que des capacités de production, de consommation et d'exportation.

32. La proposition essentielle en matière de coopération financière concerne la nécessité d'une actualisation du montant du FED pour tenir compte de l'inflation.

1/ Citation du rapport en question, telle qu'elle apparaît dans "Afrique Service" n° 437 du 9 février 1978.

33. En ce qui concerne le régime des échanges, le libre accès général dans la Communauté des produits originaires des Etats ACP serait maintenu, ainsi que le principe de la non-réciprocité des concessions, mais sous la réserve que la Convention soit renouvelée pour une durée de cinq ans; en cas de durée supérieure, cette disposition devrait pouvoir être réexaminée.

34. La Communauté considère que l'ouverture presque complète des marchés européens aux produits des Etats ACP doit être accompagnée de garanties à l'égard de la Communauté. A cette fin, la clause de sauvegarde dans la Convention actuelle devrait être maintenue.

35. Par ailleurs, la Communauté proposerait que la nouvelle convention convienne des dispositions relatives à des pratiques telles que le "dumping" et les subventions à l'exportation.

36. Elle demanderait en outre de prévoir une concertation nécessaire pour garantir le maintien du libre accès des produits ACP au marché de la Communauté dans les secteurs sensibles. Ces consultations, auxquelles participeraient les milieux économiques et sociaux intéressés, auraient pour objectif "d'organiser une croissance ordonnée des échanges dans les secteurs sensibles" (textiles et produits pétroliers, la liste pouvant être étendue à d'autres secteurs ou produits en cas de nécessité).

37. Enfin, l'accès préférentiel au marché de la Communauté serait lié au respect de certaines normes internationales de conditions de travail.

38. Au sujet du système de stabilisation des recettes d'exportation, la Communauté n'a pas encore pris position clairement sur le problème de la liste des produits couverts. Le seul aménagement proposé concerne l'utilisation des ressources transférées. Cette liste, aux termes de la Convention, est actuellement fixée par l'Etat ACP bénéficiaire. La Communauté souhaite obtenir de la part des pays bénéficiaires l'engagement que cette affectation sera faite "dans l'intérêt des populations intéressées au secteur qui a provoqué la compensation".

39. Bien que la Communauté n'ait encore fait aucune suggestion précise en ce qui concerne la durée de l'accord, elle considère cependant qu'il conviendra probablement de distinguer, dans l'accord, une partie à caractère permanent et d'autres dispositions sujettes à révision (notamment en ce qui concerne l'assistance financière).

B. Propositions des Etats ACP

40. Dans leur déclaration, les Etats ACP ont tenu d'abord à souligner qu'ils ne pouvaient pas admettre le point de vue de la Communauté selon lequel les nouvelles négociations seraient limitées à un simple réaménagement, à une adaptation ou à un ajustement de la Convention de Lomé. Les Etats ACP ont indiqué qu'ils étaient déterminés à négocier un nouvel accord qui devra représenter un important nouveau pas en avant.

41. En ce qui concerne les principes généraux, les Etats ACP, sans être en aucune façon opposés au principe des droits fondamentaux de l'homme, considèrent qu'il est hors de question d'inclure dans un accord de caractère essentiellement économique, des dispositions qui pourraient, par l'effet d'une interprétation quelconque, être utilisées par l'une ou l'autre des parties de manière à porter atteinte au droit qu'a un Etat souverain de conduire ses propres affaires de la manière qu'il juge appropriée.

42. Un autre principe auquel les Etats ACP attachent une grande importance est celui de leur solidarité entière avec l'ensemble des pays en développement.

43. En matière de coopération industrielle, les Etats ACP estiment qu'il s'agit d'un domaine sur lequel il convient de mettre un accent nouveau en tenant compte surtout de la nécessité de créer avec la Communauté des rapports de coopération dynamiques qui auraient pour effet de ne plus limiter les Etats ACP au rôle de simples fournisseurs de matières premières. C'est pourquoi ces pays proposeraient de prévoir dans le nouvel accord des dispositions permettant la transformation, l'élaboration et la mise au point sur place de produits à partir de leurs propres matières premières.

44. Les Etats ACP proposeraient également de créer un fonds spécial pour l'administration du Centre pour le développement industriel.

45. Pour ce qui est des garanties des investissements de la Communauté, les Etats ACP considèrent que tout accord qui comporterait de telles garanties ne manquerait pas de soulever de graves difficultés pour eux et constituerait une menace importante pour leur souveraineté permanente et leur droit de contrôler et de mettre en valeur leurs ressources naturelles conformément à leurs objectifs propres.

46. Dans le domaine de la coopération financière et technique, la quantité et la qualité de l'aide de la Communauté aux Etats ACP pourraient être augmentées. Il conviendrait d'accorder une aide spéciale aux économies des pays les moins favorisés. Il faudrait tenir compte de l'allègement de la dette et notamment en ce qui concerne les pays les moins favorisés.

47. Enfin, pour assurer l'utilisation la mieux appropriée et la plus satisfaisante des ressources de l'aide financière de la Communauté, les Etats ACP proposent qu'une gestion conjointe en soit faite.

48. En matière de coopération commerciale, les Etats ACP demandent notamment d'inclure dans la nouvelle convention des garanties appropriées permettant de prévenir une érosion du traitement préférentiel. Les mesures de sauvegarde existantes devraient être réexaminées afin d'empêcher l'imposition de restrictions non tarifaires, telles que les limitations volontaires d'exportation.

49. Le système de stabilisation des recettes d'exportation devrait être étendu à un plus grand nombre de produits primaires et le financement compensatoire accru.

50. Au surplus, les Etats ACP souhaitent étendre la coopération à de nouveaux domaines. Ils proposeraient notamment la création d'un fonds agricole et d'un centre pour le développement agricole, ainsi que d'un fonds spécial en vue de la recherche et de la mise en valeur des nouvelles formes d'énergie.

51. Enfin, s'agissant de la durée d'une nouvelle convention, les Etats ACP estiment que la question ne saurait être tranchée au stade actuel et qu'elle devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi à mesure que les négociations progressent.

III. OBSERVATIONS CONCERNANT LA POSITION PRELIMINAIRE DES ETATS ACP

52. Les Etats ACP replacent la coopération avec la Communauté dans le contexte plus large de la nouvelle situation politique et économique internationale avant de proposer plusieurs améliorations et modifications de l'actuelle Convention dans la perspective du nouvel ordre économique international.

53. S'il est sans doute vrai que toute coopération implique par définition une certaine interdépendance des intérêts mutuels des parties en cause, comme le fait ressortir le projet de mémorandum, on peut toutefois se demander dans quelle mesure les Etats ACP auraient véritablement intérêt à considérer leurs relations avec la Communauté comme des relations de complémentarité. Il semble en effet que, eu égard aux différences de dotation en facteurs et de structures de production qui caractérisent actuellement les économies des deux groupes de pays, poser le problème des relations entre les pays ACP et ceux de la Communauté en termes de complémentarité pourrait signifier, si l'on n'y prenait garde, que les pays ACP devraient continuer de servir de sources d'approvisionnement en matières premières pour les pays de la Communauté et de débouchés pour les produits manufacturés en provenance de ces pays. Il convient naturellement d'ajouter que la recherche ou le maintien d'une telle complémentarité est difficilement compatible avec l'exigence d'une nouvelle division internationale du travail formulée par ailleurs.

54. S'agissant des objectifs fondamentaux du nouveau modèle de coopération multilatérale entre Etats ACP et pays membres de la CEE, le projet de mémorandum rappelle que les politiques socio-économiques des Etats africains étaient, jusqu'au début des discussions sur le nouvel ordre économique international, très nettement orientées vers l'extérieur. L'on croyait alors fermement que les bouleversements socio-économiques internes sur lesquels devaient être fondés tout développement et tout processus économiques ininterrompus pouvaient, d'une certaine façon, être provoqués principalement, sinon exclusivement, par le biais des échanges avec les pays avancés. On espérait également que ces échanges permettraient, non seulement de créer des processus de développement auto-entretenus, mais également de rendre lesdits processus de plus en plus autonomes.

55. Il convient de faire observer que ces deux notions ont été entièrement réévaluées par la CEA. Il n'est pas douteux en effet que l'évolution socio-économique doit être initialement endogène, comme cela a été précisé avec force détails dans le plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, adopté par la Conférence des ministres de la CEA lors de sa treizième session. Vu sous cet angle, le commerce extérieur est le moyen devant permettre aux Etats membres d'obtenir les facteurs de développement et de croissance économiques dont ils ne disposent pas sur leur territoire. En effet, il importe que les gouvernements et les collectivités aient une idée précise de l'ensemble des facteurs de production (ainsi que des conditions) essentiels permettant de parvenir à une croissance économique auto-entretenu et relativement indépendante et qu'ils soient en mesure d'identifier les facteurs existant localement et ceux qu'il convient de se procurer à l'étranger.

56. On est enclin à penser, en examinant le projet de memorandum en question, qu'il insiste peut-être un peu trop sur les apports financiers. Il s'agit là d'une approche présentant un certain intérêt pour les pays avancés, et un intérêt moindre pour les pays semi-développés mais qui paraît inadaptée à la situation de la plupart des pays africains, quand elle ne s'accompagne pas d'un ensemble de mesures appropriées sur le plan interne. On considère en effet que la croissance économique résulte, en gros, de l'utilisation des ressources naturelles par l'homme au moyen de la technologie, concrétisée en partie par les biens d'équipement et les services permettant de produire des biens de consommation durables et non durables, des biens d'équipement, des produits intermédiaires destinés à des marchés appelés à se développer et ce, en recourant aux capitaux pour faciliter la circulation et l'utilisation de ces ressources réelles.

57. En Afrique, un nombre croissant de pays se sont soudain libérés des contraintes qu'exerçaient le capital et les devises étrangères sur le développement et la croissance économiques grâce à la découverte de pétrole, d'uranium et d'autres minéraux. Cependant, rien ne démontre plus clairement les limites de la conception du développement et de la croissance économiques reposant sur l'importance du capital que le fait que, dans de nombreux cas, l'on n'ait pas réussi à utiliser efficacement le volume de ressources ainsi dégagées.

58. De même, les pays ACP peuvent certes exiger qu'une certaine partie du marché en expansion de la CEE leur soit réservée au moyen de préférences spéciales.

59. Toutefois, la réduction ou la suppression, dans les pays avancés, des obstacles tarifaires et autres aux exportations de produits agricoles transformés des pays ACP ne confère pas automatiquement à ces pays la capacité de tirer parti de ces concessions tarifaires, dans la mesure où celles-ci peuvent demander bien plus longtemps à se développer que la durée des concessions tarifaires.

60. En d'autres termes, dans le processus du développement économique, le commerce international ne peut être qu'un instrument parmi d'autres (et pas nécessairement l'instrument le plus important) permettant de réaliser les modifications nécessaires des structures de l'économie nationale et d'atteindre le taux optimal de croissance.

61. Compte tenu des remarques ci-dessus, on peut douter de la rationalité et de l'efficacité d'une politique de coopération dont l'unique ou le principal fondement serait le développement de relations de type purement commercial ou financier.

62. En ce qui concerne la stratégie des négociations, nous estimons que les pays ACP devraient aborder ces dernières en ayant une idée assez précise des cartes qu'ils détiennent, des avantages et des faiblesses de leur position, des points sur lesquels ils sont décidés à ne pas céder d'un pouce, de ceux dont ils sont prêts à débattre sur la base d'échanges, et de ceux pour lesquels ils ne sont pas disposés à beaucoup lutter. Ils doivent connaître aussi assez bien, sinon tout aussi bien, le jeu de l'autre partie, ses points forts et ses points faibles et son ordre personnel de priorités. Il est donc nécessaire de procéder à des travaux préparatoires très approfondis et très étendus.

63. On note à ce propos que dans les analyses traditionnellement consacrées à la coopération avec la Communauté, on insiste volontiers sur les avantages que les Etats ACP tirent de cette coopération sans chercher, en revanche, à déterminer les bénéfices qui en découlent également pour la Communauté. On omet de mentionner que le Fonds européen de développement, par exemple, a des retombées qui ne sont guère négligeables sur les économies des Etats membres de la Communauté. Une estimation approximative indique en fait qu'au cours des trois derniers exercices du FED, les reflux financiers en direction de la Communauté étaient respectivement de l'ordre de 71 p. 100, 85 p. 100 et 83 p. 100.

64. D'autre part, un certain nombre de hautes personnalités des pays développés eux-mêmes ont fait récemment des déclarations au sujet de la dépendance de ces pays envers le tiers monde. Cette dépendance devrait être évaluée quantitativement et qualitativement comme arrière-plan des négociations. Les Etats-Unis et l'OCDE, par exemple, ont établi des projections détaillées des besoins à long terme en minéraux provenant du tiers monde, et ces projections devraient faire partie de l'évaluation préalable des positions de négociation. Les découvertes récentes de pétrole en Afrique ne pourront manquer d'avoir une incidence sur ces négociations. De même, les tendances nouvelles des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest et leur effet potentiel sur les échanges des pays ACP avec la Communauté auront eux aussi leur importance dans les négociations.

65. Pour ce qui est de la durée de la nouvelle convention, nous avons le sentiment que les désavantages auxquels s'exposeraient les pays ACP, et en particulier les pays africains, du fait de l'adoption éventuelle d'une formule de convention de durée illimitée sous une forme ou sous une autre, comme il semble en être question, l'emporteraient de loin sur les avantages possibles.

Sans qu'il soit nécessaire, à ce stade, de procéder à une évaluation détaillée des avantages et désavantages en question, il est permis de penser que, si, pour des raisons de programmation, on pourrait envisager à la rigueur, de faire en sorte que la durée de validité de la nouvelle convention soit plus longue d'une ou de deux années que celle de la convention actuelle et celles qui l'ont précédée, il pourrait être dangereux par contre que les Etats africains acceptent de se lier les mains pour une période quasi indéfinie, au risque de ne pouvoir faire face, dans un avenir plus ou moins proche, à ce qui pourrait être d'importantes mutations dans les relations économiques internationales.

CONCLUSION

66. Les résultats des deux premières années d'application de la Convention de Lomé ont mis en évidence, en dehors de quelques avantages obtenus, les nombreuses faiblesses de l'ensemble du système.

67. Un nouvel accord, qui pourrait faire suite à la convention actuelle, devrait avoir pour objectif fondamental l'établissement d'un nouveau cadre de relations avec la Communauté européenne dans l'esprit du nouvel ordre économique international. Un tel accord, pour être efficace, devrait permettre aux pays africains la réalisation de leurs propres objectifs et priorités de développement économique et social suivant les principes du développement autocentré et de l'autonomie collective des pays en développement, en excluant tout lien de dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur. Cela signifie notamment que toute nouvelle forme de relations avec la Communauté devrait tenir compte de la nécessité pour les pays africains de poursuivre une politique de développement fondée sur un modèle de production et d'échanges orienté vers la satisfaction des besoins essentiels tels qu'ils se manifestent aux niveaux national, sous-régional et régional.

Annexe . Liste des Etats ACP en août 1977

Afrique

- | | |
|-------------------------|--------------------------|
| 1. Bénin | 22. Malawi |
| 2. Botswana | 23. Mali |
| 3. Burundi | 24. Maurice |
| 4. Cameroun | 25. Mauritanie |
| 5. Cap-Vert | 26. Niger |
| 6. Empire centrafricain | 27. Nigéria |
| 7. Comores | 28. Ouganda |
| 8. Congo | 29. Rwanda |
| 9. Côte d'Ivoire | 30. Sao Tomé-et-Principe |
| 10. Ethiopie | 31. Sénégal |
| 11. Gabon | 32. Seychelles |
| 12. Gambie | 33. Sierra Leone |
| 13. Ghana | 34. Somalie |
| 14. Guinée | 35. Soudan |
| 15. Guinée-Bissau | 36. Souaziland |
| 16. Guinée équatoriale | 37. Tanzanie |
| 17. Haute-Volta | 38. Tchad |
| 18. Kenya | 39. Togo |
| 19. Lesotho | 40. Zaïre |
| 20. Libéria | 41. Zambie |
| 21. Madagascar | 42. Djibouti |

Caraïbes

1. Bahamas
2. Barbade
3. Grenade
4. Guyane
5. Jamaïque
6. Trinité-et-Tobago
7. Surinam

Pacifique

1. Fidji
2. Papouasie-Nouvelle-Guinée
3. Samoa-Occidental
4. Tonga
